



Décision individuelle N° 2020-120

Pétitionnaire : Association Moulierenc

Adresse : Chez Mme DALSTEIN Laurence, 69 avenue des Hespérides, 06300 NICE

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Pose d'une barrière et d'un panneau temporaire aux abords d'un vestige

Localisation : vallon de Mollières, lieu-dit Chastellar parcelle n°743 section L, commune de Valdeblore (06)

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, R331-18, R331-19, R331-67 et R331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2020 portant attribution de fonctions au sein de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 10 juin 2020,

Considérant la demande formulée en date du 11 mars 2020 par Madame DALSTEIN Laurence, présidente de l'Association Moulierenc, ainsi que la demande modificative du 30 avril 2020,

Considérant que la demande porte entre autres sur la pose d'une barrière de sécurisation aux abords d'un vestige de type « four à chaux » et sur l'installation d'un panneau temporaire aux fins d'information des usagers,

Considérant que toute autre intervention aux abords ou sur le vestige, requiert préalablement une autorisation de fouilles archéologique au titre du Code du patrimoine,

Considérant qu'en date du 30 avril 2020, le demandeur a bien pris acte de la nécessité de cette autorisation complémentaire, a pris contact avec les services de la DRAC et reste dans l'attente d'une programmation de fouilles afin d'adapter son projet et solliciter au besoin, une autorisation de travaux complémentaire en cœur de Parc national,

Considérant que les résultats de la fouille archéologique permettront de préciser les éléments d'information à mettre à disposition des usagers du site et que dans l'attente de cette opération, le panneau envisagé se doit de rester provisoire,

Considérant que la mise en sécurité du vestige doit également être réalisée a minima, afin de ne pas entraver ultérieurement l'expertise archéologique du site et de ses abords,

Considérant par conséquent que les modalités de mise en œuvre des travaux doivent être encadrées de sorte à garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'association Moulierenc, représentée par sa Présidente Madame DALSTEIN Laurence est autorisée aux conditions définies ci-après, à procéder à des travaux de sécurisation d'un vestige présent dans le vallon de Molière, au lieu-dit Chastellar, situé dans le cœur du Parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à l'organisation générale du chantier et aux travaux autorisés*

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

2.2. La présente décision ne vaut pas autorisation d'intervention sur et dans le vestige lui-même, ses éventuels dépendances et les arbres qui se sont développés sur le site quels que soient leur diamètre, taille et âge.

Ces travaux restent interdits jusqu'à l'éventuelle obtention des autorisations requises au titre du Code du patrimoine (fouilles archéologiques) et du Code de l'environnement (coupes et travaux en cœur de parc national).

- *Prescriptions relatives à la mise en sécurité du vestige*

2.3. Le périmètre du vestige sera mis en sécurité à l'aide d'une barrière droite, positionnée en parallèle et au plus proche des bords de la piste.

Les fondations en ciment ou béton ne sont pas autorisées.

2.4. La barrière sera constituée d'un garde-corps placé entre 100 et 110 cm de hauteur, et de lisses intermédiaires fixées à mi-hauteur.

Elle sera intégralement réalisée en bois de mélèze naturellement imputrescible.

Le prélèvement de bois de mélèze dans le cœur du parc national n'est pas autorisé par la présente.

- *Prescriptions relatives au panneau pédagogique*

2.5. Le panneau pédagogique devra être entièrement amovible, sans fondation en ciment ou béton, sans fixation directe sur les arbres, les blocs rocheux ou autre élément fixe du paysage.

2.6. Le contenu du panneau devra démontrer le caractère temporaire des informations livrées au public quant à la nature du vestige, sensibiliser au respect du site et indiquer la programmation d'une fouille archéologique.

2.7. Afin de garantir le caractère temporaire de ce panneau, le maintien de celui-ci sur le site ne devra pas dépasser 2 années. Son enlèvement est à la charge du bénéficiaire.

Toute installation de panneau à caractère définitif pourra ultérieurement faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation, notamment à l'appui des résultats des fouilles archéologiques.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 15 octobre 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juin 2020

 Le Directeur par intérim

Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial Vésubie
- Isabelle LHOMMEDET, chargée de mission patrimoines
- F.SUMERA, DRAC-SRA

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.